



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques

ARRETE PREFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2012264-0003

MODIFIANT LE PÉRIMETRE D'EXPLOITATION ET LE MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES DE LA CARRIÈRE PRORoch A MÉNERBES SUITE A UNE CESSATION PARTIELLE D'ACTIVITÉ

LE PRÉFET DE VAUCLUSE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code minier, article L.342-1,

VU le code de l'environnement, notamment le livre V – titre I^{er}, articles R.512-31 et R.512-33,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié par l'arrêté ministériel du 5 mai 2010,

VU l'arrêté préfectoral n°SI 2012240-0001 du 27 août 2012, donnant délégation de signature à Madame Martine CLAVEL, secrétaire générale de la Préfecture de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral n° 882 du 7 mars 1990 autorisant la Société Pierre du Lubéron à exploiter une carrière de pierres de taille sur le territoire de la commune de MÉNERBES,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5 du 19 janvier 1998 autorisant la société Carrière du Lubéron à se substituer à la Société Pierre du Lubéron, portant modification du phasage d'exploitation et des conditions de remise en état du site et prescrivant des garanties financières pour la remise en état de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 129 du 4 août 1999 modifiant le montant des garanties financières,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 158 du 24 octobre 2003 autorisant la société PRORoch à se substituer à la Société Carrière du Lubéron ,

VU la déclaration de cessation partielle d'activité du site du 29 décembre 2011,

VU le procès-verbal de récolement établi par l'inspecteur des installations classées le 13 février 2012, constatant la cessation partielle d'activité et la remise en état du site correspondant,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 février 2012,

VU l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNSP) en date du 21 juin 2012 au cours de laquelle le demandeur a été entendu,

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur en date du 16 juillet 2012,

VU la réponse du demandeur précisant qu'il n'a pas de remarque à formuler sur le projet d'arrêté,

CONSIDÉRANT que cette cessation partielle d'activité constitue une modification non substantielle d'exploitation,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de redéfinir le nouveau périmètre d'exploitation et le montant des garanties financières de la carrière, par un arrêté complémentaire pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement,

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE

Article 1 :

Le premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 882 du 7 mars 1990 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le périmètre d'exploitation porte sur tout ou partie des parcelles 42, 43 et 44 section AL, selon plan annexé au présent arrêté, pour une superficie totale de 13.800 m².

Un plan de bornage délimitant ce périmètre sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Garanties financières

Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° 5 du 19 janvier 1998 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est modifié comme suit:

Période 1 (10/02/2012 au 06/03/2015) : 33.840,03 €,

Période 2 (07/03/2015 au 07/03/2020) : 35.948,64 €.

L'indice TP01 de référence est celui en vigueur en octobre 2011.

Un nouvel acte de cautionnement solidaire sera établi en conséquence et adressé à monsieur le préfet de Vaucluse dès réception du présent arrêté, à l'adresse suivante : Services de l'Etat en Vaucluse – Direction départementale de la protection des populations – service prévention des risques techniques.

Article 3 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de MÉNERBES et peut y être consultée. Un extrait de cet arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à monsieur le préfet de Vaucluse – Direction départementale de la protection des populations.

Le même extrait est publié sur le site internet de la Préfecture de Vaucluse.

Un avis au public est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 4 : Délais et voies de recours

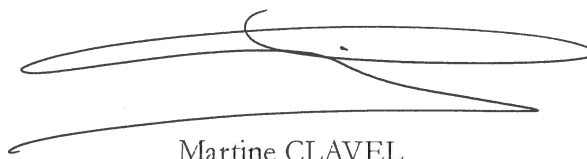
Un recours peut être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

Article 5 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de Vaucluse, la Directrice départementale de la protection des populations, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Maire de MÉNERBES, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Avignon le **20 SEP. 2012**

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale



Martine CLAVEL

ANNEXE I

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le ressort duquel se trouve l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, dans un délai de deux mois par l'exploitant à compter de sa notification conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative et dans un délai de un an par les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision, ce délai pouvant être prolongé de six mois à partir de la mise en activité si celle-ci n'a pas eu lieu dans les six mois de la publication ou de l'affichage en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement."

Article L514-6

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R. 514-3-1.

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

PRORoch

Carrière de Ménerbes

37

LEGENDE

Application du parcellaire cadastral

Nouveau périmètre d'exploitation après abandon

Bande des 10 mètres

40

175

Zone
d'exploitation
conservée

42

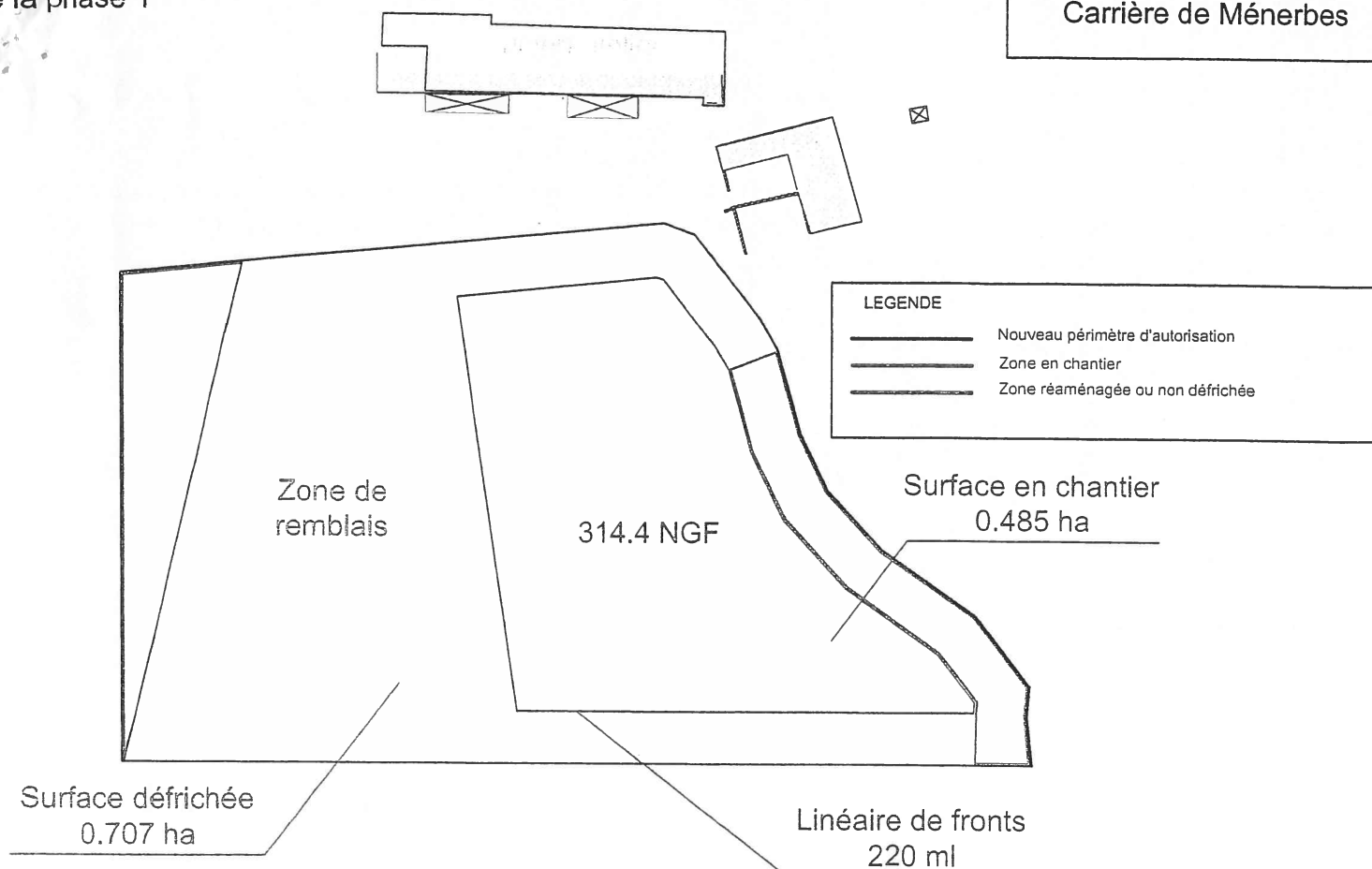
43

44

culture légère

Surfaces maximales atteintes au cours
de la phase 1

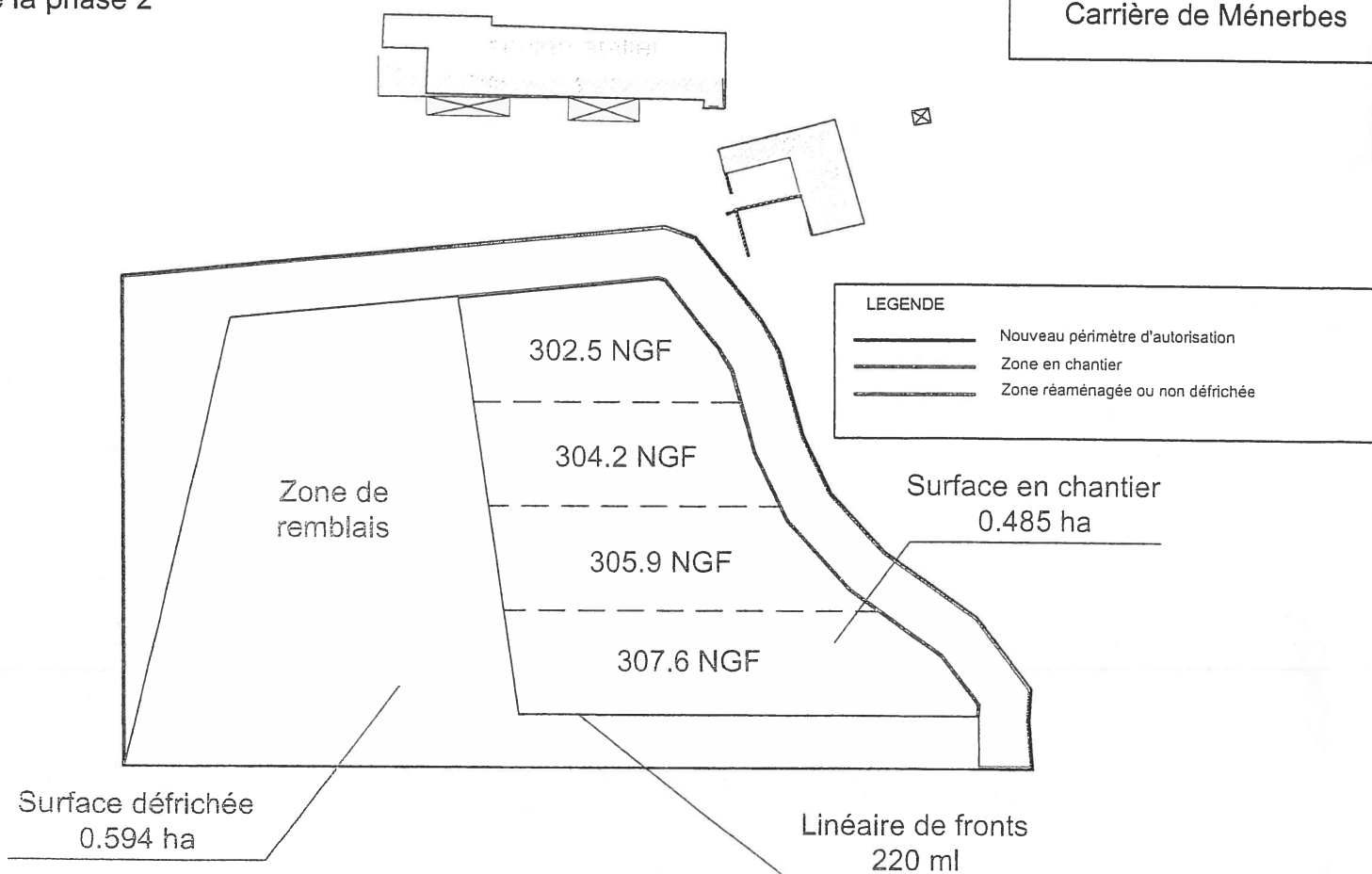
PRORoch
Carrière de Ménerbes



ECHELLE : 1/1000

Phase 2 : du 07/03/2015 au 07/03/2020
Surfaces maximales atteintes au cours
de la phase 2

PRORoch
Carrière de Ménerbes



ECHELLE : 1/1000

| | | |
|----------|-------------|------------|
| Fronts : | 220 ml | |
| | 320 TN | 320 TN |
| | 314,4 fond | 305 fond |
| | -5,6 m de h | -15 m de h |

| | | |
|----|-------------|------------------------|
| | Phase 1 | Phase 2 |
| du | 10/02/2012 | 07/03/2015 |
| au | 06/03/2015 | 07/03/2020 |
| | 7 423,50 € | 6 237,00 € |
| | 11 882,50 € | 11 882,50 € |
| | 1 478,40 € | 3 960,00 € |
| | 20 784,40 € | 22 079,50 € à mai 1998 |

TP 01 (10/2011) : 683,3
 TP 01 (1998) : 416,2
 TVA (01/2012) : 0,196
 TVA (1998) : 0,206

$$a = 1,628$$

| | | | |
|----|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Phase 1 | Phase 2 | |
| du | 10/02/2012 | 07/03/2015 | |
| au | 06/03/2015 | 07/03/2020 | |
| | 33 840,03 € | 35 948,64 € | réactualisé |

